

# LE LOGEMENT AU CŒUR DES PROCESSUS D'EXCLUSION

**Christophe Robert**  
Directeur des études  
*Fondation Abbé Pierre*

## Résumé

Récemment, de dramatiques évènements ont souligné l'actualité de la question du logement : incendies dans des immeubles parisiens, embrasement des banlieues, morts de froid avant même le début de l'hiver... Une actualité particulièrement noire pour le logement qui souligne l'ampleur de la crise dans ses dimensions sociales et territoriales. La crise s'est en effet considérablement ancrée dans la durée en même temps qu'elle s'est élargie pour toucher désormais tous les territoires ou presque et de nombreuses catégories de la population. Tout contribue à ce que la question du logement soit devenue, après celle de l'emploi, une source de préoccupation majeure pour les Français.

Les chiffres du mal-logement sont à l'évidence très préoccupants. Plus de 3 millions de personnes n'ont aujourd'hui pas de logement ou sont très mal logées, certaines vivant à la rue, dans des cabanons, en camping, en mobile home, d'autres étant à l'hôtel ou en foyer d'hébergement... Au-delà de ces conditions indignes, on dénombre plus de 5 millions de personnes qui vivent dans des logements insalubres et dangereux ou qui se trouvent dans une situation de réelle fragilité (impayés de loyers, hébergés chez des tiers...) présentant à court ou moyen terme le risque de basculer dans la catégorie des grands exclus du logement.

Désormais, le fait d'avoir un emploi ne garantit plus l'obtention d'un logement et le fait de disposer d'un toit n'exclut pas de se retrouver en grande difficulté sociale et économique. De fait, la flambée des loyers et des prix des logements, corrélative à l'élargissement et l'ancrage des précarités, font que ceux qui ont la chance de disposer d'un logement sont toujours plus nombreux à rencontrer d'importantes difficultés pour payer leur loyer.

Le déficit de logements accumulé depuis de nombreuses années, la baisse de solvabilisation des ménages par les aides personnelles au logement, la ségrégation territoriale et une production de logements qui ne correspond pas aux capacités financières des ménages, sont autant de facteurs qui renforcent la crise. Mais dans un contexte où tout le monde s'accorde à dire que le logement « n'est pas une marchandise comme les autres » compte tenu de son caractère déterminant pour la santé, la vie familiale, la réussite scolaire ou l'emploi, il importe de pointer les conséquences de cette crise sur les ménages en difficulté tout en se demandant comment a-t-on pu en arriver à un tel degré d'exclusion ?